

Ecrit par le 14 février 2026

Quand la solidarité passe à table !



Quel est le point commun entre un restaurant traditionnel et le restaurant d'insertion 'Graines de piment' qui a ouvert ses portes le mois dernier à Avignon ? Dans les deux cas les femmes et les hommes qui y travaillent sont au cœur du sujet. Mais pas tout à fait pour les mêmes raisons. Dans le premier cas tous les établissements vous le diront : ils ont beaucoup de difficultés à trouver du personnel. Certains réduisent leurs nombres de tables ou leurs amplitudes d'ouverture faute de main d'œuvre.

Des difficultés à recruter

Avec la crise sanitaire et la fermeture prolongée des établissements beaucoup d'employés sont allés chercher du travail ailleurs. Souvent pour des horaires moins contraignants, voire de meilleures conditions de salaire... Moins nombreux, les candidats sont aujourd'hui devenus plus exigeants. On estime ainsi qu'un emploi de saisonniers sur trois reste encore à pourvoir pour cet été. De l'autre côté, le restaurant Graines de piment, met des jeunes au centre de son projet en proposant à certains, sous mandat de justice, des jobs en cuisine ou en salle. Le restaurant comme un lieu d'accueil, de

Ecrit par le 14 février 2026

remobilisation et de valorisation des compétences acquises.

Pour se remettre debout !

Pour les amateurs d'étymologie, il est intéressant de noter que le mot restauration vient du verbe restaurer - jusque-là rien de bien surprenant- mais au XII^e siècle restauration signifiait « remettre en état », « remettre debout ». On est bien dans le sujet comme on dit ! Pour revenir à nos restaurants nous avons donc d'un côté des restaurants qui cherchent du personnel et de l'autre un restaurant qui en forme. Peut-être qu'en se mettant en relation les deux pourraient s'entendre ? Cela ne pourrait sans doute pas satisfaire tous les besoins mais c'est une première étape qui pourrait créer une dynamique. On pourrait aussi proposer à d'autres cabossés de la vie de retrouver du travail et une place... à table !

Pas uniquement des endroits pour se sustenter

Du potentiel sur Avignon il n'en manque pas. On ne dénombre pas moins de 675 points de restauration (fast-food et ventes à emporter compris). Si on ne compte que les restaurants ça fait un établissement pour 135 habitants, ce qui place la cité papale en troisième position dans le classement départemental. La première place revient à Vaison-la-Romaine et la deuxième à l'Isle-sur-la-Sorgue. N'oublions pas que les restaurants ne sont pas uniquement des endroits pour se sustenter mais qu'ils sont aussi porteurs de convivialité, de partage et de mixité sociale. Des valeurs aujourd'hui, en ces temps difficiles, plus que nécessaires.

En tout cas si vous êtes en quête d'une bonne table, dans un endroit magnifique (4, place de la principale) avec un accueil au top et tout cela à des prix légers, n'hésitez à faire une halte gourmande aux [Graines de piment](#). Vous œuvrez pour ces jeunes et pour les autres restaurants de la ville. C'est aussi le moyen de saluer le travail fantastique que font tous ceux qui les encadrent. C'est aussi cela la solidarité.

Didier Bailleux

Ancien directeur général et directeur de la rédaction de Mirabelle TV (télévision régionale en Lorraine), [Didier Bailleux](#) a été auparavant consultant dans l'audiovisuel et à travaillé sur plusieurs projets : TNT, SVOD, services en ligne, création de TV locales. En tant que directeur marketing, il a participé, dans les années 1990 et 2000, à la création de plusieurs chaînes thématiques : Canal J, Voyage et Pathé-Sport. Aujourd'hui, il vit en Vaucluse et travaille sur la production de documentaires consacrés aux terroirs.

Ecrit par le 14 février 2026



Ecrit par le 14 février 2026

Les jeunes du Service militaire volontaire à la découverte des métiers de NGE



[Le groupe NGE](#) (Nouvelles générations d'entrepreneurs) vient d'accueillir une dizaine de jeunes en Service militaire volontaire (SMV) afin de leur présenter son offre de formation. Ces derniers ayant ensuite la possibilité d'intégrer [son école interne](#) où l'entreprise de BTP, dont le siège est basé à Saint-Etienne-du-Grès, dispose de 4 centres et de 2 plateaux techniques.

Formation 'maison'

Au programme pour ces jeunes en SMV : visite de l'école, de l'atelier matériel et ensuite entretiens individuels qui font suite à des réunions d'information collectives pendant lesquelles les jeunes se sont déclarés intéressés par le BTP. Ils seront ensuite intégrés dans une formation dédiée aux fondations et

Ecrit par le 14 février 2026

sécurisation des sols avant de venir en renfort des équipes NGE spécialisées dans ce métier et présentes partout en France. A terme, le groupe de travaux publics fondé en 2002 (anciennement Guintoli créé en 1947) souhaite proposer 30 postes (contrats de professionnalisation, contrats d'apprentissage et/ou contrats à durée indéterminée) à ces jeunes issus des centres du SMV.

« Allier nos forces pour aider les jeunes à rejoindre le chemin de l'emploi. »

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat signé en février 2021 entre NGE et le SMV afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans éloignés de l'emploi. A l'issue de ces 11 mois de coopération, NGE a déjà intégré une douzaine de jeunes qui ont bénéficié d'un dispositif de formation sur-mesure aux métiers du BTP, assuré par '[Plate forme](#)' son école interne, reconnue CFA (Centre de formation pour les apprentis) depuis 2 ans dans les métiers de maçons VRD et d'aides monteurs caténaires notamment.

Un rythme que le groupe employant plus de 14 500 personnes (dont 8 000 sont actionnaires !) entend accélérer en faisant encore davantage appel aux jeunes du SMV.



« Cette convention de partenariat avec le SMV nous permet d'allier nos forces pour aider les jeunes à rejoindre le chemin de l'emploi, explique [Bruno Pavie](#), directeur des ressources humaines de NGE. Notre groupe est depuis longtemps investi dans des dispositifs d'intégration de personnes exclues de l'économie avec un corps tutorial important et une culture de formation très ancrée. Nous aurons à cœur

Ecrit par le 14 février 2026

de leur faire découvrir et aimer nos métiers. »

« L'immersion en entreprise est souvent un révélateur de vocation. »

« NGE vient agrandir la famille des entreprises qui nous accompagnent dans notre mission et nous en sommes d'autant plus ravis que c'est la première entreprise de BTP, se félicite pour sa part [Nicolas Madrigal](#), chef du Centre du Service militaire volontaire d'Ambérieu-en-Bugey. Les jeunes en difficulté ont du mal à se projeter dans un métier, leur immersion en entreprise est souvent un révélateur de vocation. »

Pour NGE, qui a déjà recruté 4 000 personnes par an en 2020 et 2021, ce partenariat permet ainsi de multiplier les sources de recrutement tout en entrant parfaitement en résonnance avec ses valeurs d'inclusion.

Avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros, NGE participe à la construction des grandes infrastructures et à des projets urbains ou de proximité en France et dans 16 pays à l'international.

A la découverte de la Plate forme, l'outil de formation de NGE.

Le Crédit Municipal d'Avignon et ses partenaires sociaux au service de l'insertion

Ecrit par le 14 février 2026



Les 'journées CCMA' (Caisse de Crédit Municipal d'Avignon) se sont déroulées il y a peu. Objectif ? Echanger avec les partenaires sociaux sur les missions de l'établissement et sur l'insertion.

La CCMA, sous la direction de Jean-Dominique Faedda, est le descendant direct des Monts de Piété. Celui d'Avignon est le plus ancien en France avec plus de 400 ans d'existence. L'établissement poursuit encore aujourd'hui son activité de service public avec le prêt sur gages, ce qui explique son caractère d'établissement public communal de crédit et d'aide sociale.

En parallèle, le [Crédit Municipal d'Avignon](#), avec [Philippe Blanc](#) en tant que directeur adjoint, exerce une activité bancaire classique avec la gestion des comptes bancaires pour les particuliers, le financement de prêts à la consommation et de rachats de crédit. L'établissement compte 45 partenaires dont de nombreux CCAS (Centre communal d'action sociale) ou d'autres structures comme le [Secours Catholique](#), l'[UDAFA30](#), l'association de consommateurs [CLCV](#) ou la [Mission locale jeunes du Grand Avignon](#).

Un partenariat pour l'insertion des jeunes précaires

La dernière réunion a ainsi permis de mettre en exergue les difficultés de certains jeunes en précarité pour ouvrir un compte. [Isabelle Gineste](#), directrice de la Mission locale jeunes Grand Avignon, attire l'attention sur le fait que pour percevoir des aides, notamment le PACEA jeunes (Parcours contractualisé

Ecrit par le 14 février 2026

d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie), un dossier doit être constitué avec nécessité d'une domiciliation bancaire pour effectuer le versement de l'aide. La difficulté réside dans le refus des banques d'ouvrir des comptes bancaires pour ces jeunes sans revenus.

Un partenariat avec le Crédit Municipal a été mis en place, permettant ainsi l'ouverture de comptes bancaires et le déblocage de situations dramatiques. Ce partenariat a été encouragé par les élus locaux qui administrent la Mission locale et le Crédit Municipal et notamment [Isabelle Portefaix](#), adjointe au maire d'Avignon. Une convention de partenariat avec le Crédit Municipal existe aussi pour les mineurs étrangers non accompagnés gérés par le Conseil départemental.

Lire aussi : [Banques et Mission locale jeunes Grand Avignon : ensemble pour l'insertion durable](#)

Le Droit au compte

[Gilles Duquénois](#), directeur départemental de la Banque de France Vaucluse, a tenu à rappeler la procédure de Droit au compte. Celle-ci permet à une personne qui s'est vu refuser l'ouverture d'un compte bancaire de saisir la Banque de France. Cette dernière désigne un établissement bancaire qui aura l'obligation d'ouvrir un compte bancaire fonctionnant avec des conditions particulières et des services minimums gratuits. Ce recours auprès de la BDF peut se faire en ligne sur le site internet, sur place ou par courrier. Il suffit de compléter un imprimé spécifique, ne pas posséder de compte bancaire et produire un justificatif d'identité en cours de validité, un justificatif de domicile récent, ou à défaut un certificat d'hébergement avec pièce d'identité de l'hébergeur. Par ailleurs, l'établissement bancaire qui refuse l'ouverture a l'obligation de proposer de s'occuper des démarches auprès de la BDF.

CCAS du Pontet, d'Orange, Secours Catholique...

Le microcrédit est une solution qui permet aux personnes ne pouvant pas accéder aux crédits classiques de financer des besoins indispensables à leur insertion sociale ou professionnelle. Les partenaires sociaux sont unanimes sur l'utilité du dispositif. Le CCAS du Pontet donne l'exemple d'un financement de la réparation d'un véhicule nécessaire pour une promesse d'embauche. Le Secours catholique évoque le financement d'un permis de conduire. Le CCAS d'Orange indique qu'en relation avec le Crédit Municipal, il suit également un dossier impayé afin d'accompagner la personne. La dispositif peut également servir pour régler des frais médicaux (frais dentaires,...) ou la réparation ou l'achat d'une machine à laver.

Le Microcrédit personnel accompagné a été mis en œuvre par le Crédit Municipal d'Avignon il y a 5 ans. Cependant, le prêt sur gage depuis 1610, représente déjà une forme de microcrédit. Le montant moyen est de 600€. Le montant prêté dépend de la valeur estimée de l'objet déposé en gage au Crédit Municipal. La personne récupère son objet lorsqu'elle rembourse le prêt. Elle peut choisir de prolonger le prêt en réglant uniquement les intérêts. Le prêt d'argent est immédiat après estimation de l'objet et peut être versé en espèces jusqu'à 3000€.

Ecrit par le 14 février 2026

Aller au-delà de la commune

Les CCAS gèrent uniquement les demandes des administrés de la commune ce qui pose un problème pour ceux qui dépendent de CCAS de communes non partenaires. Pour le Crédit Municipal, la solution réside dans le partenariat avec des associations couvrant une zone plus large que le territoire communal. C'est ce qui est possible, notamment avec le Secours Catholique et l'UDAF30.

Les partenaires sociaux prennent en charge les demandes de microcrédit et recueillent les pièces nécessaires. Les demandes sont transmises au Crédit Municipal pour validation. Tous félicitent la réactivité du Crédit Municipal dans le rendu des décisions. Le partenaire social peut être sollicité en cas de problème. Le CCAS de Morières rembourse les ¾ des intérêts du prêt à la fin du prêt lorsqu'il est remboursé.

Offre spécifique pour clients fragiles

Dans le cadre de l'inclusion bancaire, une proposition d'offre spécifique de services doit être proposée aux clients fragiles financièrement. L'offre prévoit un montant mensuel de frais de tenue de compte plafonné à 3€. Pour les clients qui acceptent cette offre, le montant des frais d'incidents est plafonné à 20€ par mois ou 200€ par an. Ceux qui n'ont pas accepté l'offre voient ces frais plafonnés à 25€ par mois.

Cependant, certains clients n'acceptent pas cette offre, car ils veulent conserver la possibilité d'utiliser un découvert ou une carte bancaire classique plutôt que celle à autorisation systématique du compte. Cette offre est toutefois temporaire, un retour à des services bancaires classiques est réalisé dès l'amélioration de la situation du client.

Un 'Comité départemental de l'inclusion bancaire'

Le Crédit Municipal va prochainement proposer un 'Point conseil budget' dans ses locaux à Avignon avec l'UDAF30 et à l'agence d'Arles avec l'association CLCV. L'objectif est notamment de donner des conseils en gestion budgétaire pour éviter les incidents, les frais et prévenir des situations de surendettement.

Par ailleurs, M. Duquénois créera au 1^{er} semestre 2022 un 'Comité Départemental de l'inclusion bancaire'. Ce comité regroupera des représentants des PCB, CCAS, du Comité Local des Banques. Il se réunira deux fois par an, afin d'échanger sur les mesures mises en place pour répondre à la fragilité financière et des difficultés rencontrées ou des perspectives d'amélioration, afin d'en informer l'Observatoire de l'inclusion bancaire.

Ecrit par le 14 février 2026

Banques et Mission locale jeunes Grand Avignon : ensemble pour l'insertion durable



Ce mercredi 8 décembre au Numéro 75 à Avignon, le Comité local des banques de Vaucluse ainsi que la Mission locale jeunes Grand Avignon ont abordé ensemble l'inclusion bancaire pour les personnes à fragilité financière. Julien Fraysse, sous-préfet à la Relance, a également présenté quelques chiffres en faveur du tissu économique vauclusien.

C'est à la suite de leur Assemblée générale que les membres du Comité local des banques de Vaucluse, sous la présidence d'[Olivier Grégoire](#) (Directeur centre affaires entreprises Crédit Mutuel), se sont réunis autour de la table. Julien Fraysse a rappelé la volonté des pouvoirs publics de soutenir les entreprises du

Ecrit par le 14 février 2026

territoire via le Plan de relance qui entre dans sa « phase d'ingénierie ». C'est ensuite le dispositif 'un jeune, un compte' présenté par [Isabelle Gineste](#), directrice de la Mission locale jeunes Grand Avignon, qui a animé les échanges. Objectif ? Avancer main dans la main avec les établissements bancaires en vue de faciliter les ouvertures de compte aux jeunes en difficulté et *in fine* leur insertion dans la vie active.

« Un jeune, un compte »

Isabelle Gineste a ainsi fait part des difficultés des jeunes en insertion pour ouvrir un compte bancaire dans les établissements. [Philippe Blanc](#), Directeur général adjoint du Crédit municipal Avignon, est pleinement mobilisé et souligne le cercle vicieux : « il est en effet difficile de monter un dossier car ils ne peuvent pas le faire sans posséder au préalable un compte. » Forte de 3,3 millions d'euros de budget, la Mission locale jeunes Grand Avignon œuvre au quotidien pour accompagner 5000 jeunes de 16 à 25 ans en sortie de système. « Nous sommes le volet cohésion sociale du Plan de relance », précise la directrice.

Depuis le Plan de pauvreté, davantage de fonds ont été mobilisés pour faciliter l'insertion durable, à travers la mobilité ou la formation. Les jeunes sont toutefois « confrontés à certaines difficultés au moment de déposer ces fonds en banque. » Pour pallier le problème, la Mission locale a noué un premier partenariat avec le [Crédit municipal d'Avignon](#) permettant de les alerter en cas de découvert ou autres irrégularités. « La Mission locale est alors garant et caution du lien », précise Isabelle Gineste. La Banque de France ([Gilles Duquénois](#), directeur départemental Vaucluse) intervient également pour animer des ateliers sur la bonne gestion du budget.

Offre spécifique en cas de fragilité financière

[Jérôme Cartenet](#), directeur de la Fédération bancaire française, rappelle qu'une offre spécifique existe en cas de fragilité financière. Elle permet de limiter les frais en cas d'incidents de paiement et d'irrégularités de fonctionnement de compte. Seulement, « nous rencontrons des difficultés à faire accepter ces solutions. L'absence de chéquier est un frein, mais c'est le moyen le plus risqué pour être à découvert. La carte de paiement à autorisation systématique est considérée comme limitative », explique-t-il. Il propose alors de prévoir dans le partenariat la mention du caractère sécurisant et surtout transitoire de l'offre.

En collaboration avec le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, la Banque Postale, les directeurs d'agence ont été sensibilisés à la problématique et des fiches navettes ont été instituées pour faciliter la communication et la prise en charge du jeune. « Nous sommes fiers de ce partenariat », souligne Isabelle Gineste, disposée à s'adapter aux contraintes des organismes bancaires : garantie, réglementation, secret professionnel. L'objectif est de déployer davantage de passerelles, instaurer une synergie entre les acteurs et jouer ce rôle d'articulation entre droit à l'inclusion et accompagnement. « Nous souhaitons que les jeunes prennent leur place dans l'économie », conclut-elle.

200M€ attribués en Vaucluse

Concernant l'économie vauclusienne à l'épreuve de la crise, Julien Fraysse ne souligne « pas de

Ecrit par le 14 février 2026

problématiques majeures de trésorerie mais quelques cas particuliers » sur lesquels la préfecture reste pleinement mobilisée. La CPME 84 a par ailleurs sollicité le sous-préfet à la Relance au regard de certaines entreprises qui attendent un nouveau report de la date de remboursement du PGE (Prêt garanti par l'État). 200M€ à minima ont été affectés en Vaucluse dans le cadre du Plan de relance à travers ses trois volets : l'écologie, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale. Les baisses d'impôts de production représentent 75M€, soit 1/3 du Plan de relance, devant les subventions classiques et le renforcement des fonds propres.

« Les industries commencent à sortir la tête de l'eau par rapport à la concurrence », rassure Julien Fraysse qui encourage à élaborer des dossiers dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA). L'objectif étant de contribuer au financement des investissements innovants : décarbonation, ville durable ou industries agroalimentaires (IAA), qui font la typicité du Vaucluse. Concernant les subventions, 180M€ à minima ont été attribués, 100M€ dédiés à renforcer la compétitivité de l'industrie en Vaucluse. Quasiment 25 entreprises ont été retenues sur cet appel à projets.

Entre 50.000 et 100.000 euros ont été investis en Vaucluse dans le cadre de la modernisation des machines. Pour ce qui est des services, 1400 commerces ont obtenu un chèque numérique d'un montant de 500 euros, 50 entreprises un chèque Relance export. Le sous-préfet s'en remet désormais au PIA qui prend le relai. « Je compte sur votre mobilisation pour le Plan investissement France 2030. N'hésitez pas à proposer aux belle entreprises l'offre des Obligations Relance ». Le dispositif est destiné aux entreprises qui souhaitent se développer et investir sans pour autant ouvrir leur capital à des actionnaires extérieurs.

Manque de foncier

Olivier Grégoire interpelle alors le sous-préfet au sujet de l'éternelle problématique du manque de foncier en Vaucluse. « Des entreprises sont facilement tentées de sortir du département pour aller en périphérie, dans la Drôme par exemple », s'inquiète-t-il. Julien Fraysse, qui entend parfaitement les enjeux de cette problématique, évoque le Plan de prévention des risques inondation (PPRI) destiné à réglementer le développement de l'urbanisation en zone inondable. Ce dernier ralentit voir stoppe bon nombre de projets, même si des digues RAR (résistantes à l'aléa de référence, ndlr.) sont construites « pour poursuivre l'activité. »

Autre enjeu majeur, le 'zéro artificialisation' à l'horizon 2030 et les ZAD (Zone à défendre) qui se multiplient en cas de projet sur une friche agricole. « C'est compliqué, mais nous allons vous accompagner au maximum avec l'Etat. Il faut mettre à contribution les promoteurs, aménageurs, qui doivent prendre leur rôle dans la densification de l'activité », appelle le sous-préfet. Dans le cadre de la reconversion des friches industrielles laissées à l'abandon, il rappelle que trois projets en Vaucluse ont été retenus.

Ecrit par le 14 février 2026

Semaine nationale des Missions locales : les rendez-vous incontournables à Avignon



La [Mission locale jeunes Grand Avignon](#) participe à la semaine nationale des Missions locales qui se déroule du 13 au 22 octobre 2021. Plusieurs rendez-vous incontournables jalonnent les échanges avec les jeunes.

Comme chaque année maintenant depuis 2016, les 440 Missions Locales se mobilisent dans le cadre d'une semaine d'information et d'action exceptionnelle. Plus de 700 événements sont ainsi organisés dans l'hexagone. Découvrez le programme de la Mission locale jeunes Grand Avignon qui accompagne plus de 4500 jeunes par an et compte 427 entreprises partenaires.

Ecrit par le 14 février 2026

'Job dating'

Cet événement permettra de rapprocher l'offre et la demande et permettre aux jeunes de trouver un emploi. Il va s'agir de rencontrer des employeurs qui recrutent dans le secteur du commerce et tous secteurs. Les jeunes vont pouvoir en amont bénéficier d'une préparation aux recrutements avec le service emploi. Ce forum va être organisé avec tous les partenaires du Service public de l'emploi dans le centre commercial de Auchan le Pontet. **Le 13 et 14 octobre de 10h00 à 17h00 : à Auchan Supermarché Le Pontet, 246 rue Jean et René Reinaudo 84130 Le Pontet.**

Découverte des métiers avec les Compagnons du devoir

L'objectif de l'événement est de faire découvrir certains métiers de l'artisanat. Les jeunes seront présents pour découvrir les métiers et des jeunes Compagnons échangeront sur leur Tour de France. Les Compagnons du devoir feront la démonstration des métiers de la ferronnerie et tailleur de pierres ainsi que les métiers de la boulangerie. Ils exposeront des œuvres et les participants pourront tester en condition réelle. **Le 22 octobre de 14h00 à 17h00 à la plaine des sports.**

Atelier collaboratif

Lutte contre la discrimination via un recrutement inversé, avec des entreprises et des habitants des QPV (Quartier prioritaire de la ville). Dans le cadre d'un appel à projet régional de lutte contre les discriminations, la Mission locale jeunes Grand Avignon organise avec le cabinet juridique Lexegaliste un temps d'échange en intelligence collective sur les comportements discriminatoires, avec 5 entreprises et 5 habitants des quartiers prioritaires. **Le 18 octobre de 14h00 à 17h00 à la Mission Locale Jeunes Grand Avignon.**

Inauguration de l'espace Garantie Jeunes

A l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de la Garantie jeunes situés 46 cours Jean Jaurès (1er et 2eme étage), Bertrand Gaume, préfet du Vaucluse, présentera le plan de relance. Les jeunes seront présents et témoigneront de leur parcours en 'Garantie jeunes' plus largement à la Mission locale jeunes Grand Avignon ainsi que dans le cadre de contrats aidés. Les différents partenaires de la Garantie Jeunes, les jeunes et les équipes seront présents pour mettre en valeur les premiers résultats du plan #1jeune1solution avec des témoignages d'entreprises ou collectivités et de jeunes ayant bénéficié du plan au travers de contrats aidés ou d'un parcours d'accompagnement Pacea et ou Garantie jeunes. **Le 22 octobre à 17h00 à la CCI du Vaucluse.**

Forum de l'emploi inversé

L'objectif de l'événement est de réaliser des entretiens inversés. Les jeunes ainsi que les entreprises pourront échanger entre eux. Les jeunes seront présents et participeront à l'événement. Un forum inversé à la BNP dans le cadre de l'action quartier d'été. **Le 19 octobre de 14h00 à 17h00 à la Mission Locale.**

Ecrit par le 14 février 2026

La mobilité internationale

L'objectif de cette action, a pour but de présenter les acteurs, et dispositifs de la mobilité européenne dans le cadre des '[Erasmus days](#)'. Lors de ce forum, les jeunes pourront trouver toutes les informations sur les dispositifs et aides au départ en Europe, de la découverte culturelle au stage professionnel, en passant par le volontariat européen. Durant la matinée ils trouveront des stands tenus par les membres de la [Cami, dont Eurocircle](#), Hors-Piste, Parcours le Monde. Ils pourront également rencontrer et échanger avec les jeunes stagiaires partis en stage professionnel en mars 2021 à Kalamata grâce au partenariat avec La Maison de l'Europe de Nîmes. Un Visio échange avec l'association Kane, en direct de Grèce, est également programmée pour leur expliquer comment les hébergements et stages sont trouvés sur place. Convivialité, Culture, échange et ouverture des possibles sont donc au programme de ce forum. **Le 14 octobre de 9h30 à 13h00 à la Mission Locale.**

Mission Locale Jeunes Grand Avignon, Immeuble Le Vinci - 2 place Alexandre Farnèse, 84000 Avignon.
Téléphone : 04.90.81.13.00.

L.M.

5e conférence régionale contre la pauvreté

Ecrit par le 14 février 2026



C'est chez [Proman](#) que s'est déroulée la 5^e Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ni dans une préfecture, ni dans une mairie, ni dans une Chambre de commerce et d'industrie, ni dans une Chambre des métiers et de l'artisanat mais bien dans les locaux d'une entreprise-leader des Alpes-de-Haute-Provence et 4^e acteur européen sur le marché du travail en intérim et du recrutement en CDD et CDI.

Et ce choix d'une entreprise est celui de son président-fondateur, [Roland Gomez](#). A 70 ans passés, il affiche un chiffre d'affaires de 2,387 milliards d'euros, emploie 3 000 collaborateurs permanents et 75 000 intérimaires dans 14 pays. Mais ce patron n'est pas qu'un homme d'affaires, c'est avant tout un homme de cœur. Il se plaît à citer Henry Ford : « L'entreprise doit faire des profits, sinon, elle mourra. Mais si l'on tente de faire fonctionner une entreprise uniquement sur le profit, alors elle mourra car elle n'aura plus de raison d'être ». Pour lui, la performance économique et la solidarité ne sont pas antinomiques, au contraire. « Il faut des synergies pour construire une société plus généreuse qui donne leur chance aux plus fragiles, ceux qui sont au bord de la route. »

Ecrit par le 14 février 2026

« Il faut construire une société plus généreuse. »

Roland Gomez, président fondateur de Proman



Roland Gomez, fondateur de Proman.

Une vision qui résonne en totale harmonie avec la '[Stratégie pauvreté](#)' lancée en septembre 2018 par le Président de la République. D'autant que La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3^e région de France Métropolitaine la plus touchée par la pauvreté, après la Corse et Les Hauts de France ([le Vaucluse le 5^e département le plus pauvre](#) de l'hexagone avec un taux 20%).

[Joëlle Chenet](#), Commissaire auprès du Préfet de Région en charge de la stratégie anti-pauvreté et cheville ouvrière de cette conférence insiste : « La crise sanitaire a généré des alliances inédites, le soutien de l'Etat a permis de maintenir le pays debout mais les inégalités sont parfois encore plus visibles. Et si cette crise était l'élément déclencheur d'une société plus inclusive, d'une prise de conscience collective de la nécessité de bâtir les fondations d'une relation plus étroite entre les entreprises et le territoire, ses habitants, ses élus et le monde associatif ? »

Ecrit par le 14 février 2026

Le Préfet de région [Christophe Mirmand](#) le martèle : « Il nous faut prévenir la reproduction de la pauvreté et en sortir par l'emploi ». De citer quelques chiffres de ce qu'a mis en œuvre la Préfecture de la Région Sud depuis le Covid : « 7 000 jeunes ont pu s'insérer grâce à la 'Garantie Jeunes', 8 600 décrocheurs ont été pris en charge, 4 800 personnes ont bénéficié d'un accompagnement global de Pôle-Emploi, 1 200 sans-abris ont eu accès à un logement autonome, 230 places de crèches ont été créées. »

860M€ pour la relance en Paca

Il a décliné aussi le Plan de relance en Paca (860M€) : « 590 000 salariés ont été indemnisés par le chômage partiel, 211 000 entreprises ont touché le Fonds de Solidarité. On compte 163 000 bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active), 25 000 de l'Allocation Solidarité, 94 000 de l'Allocation Adulte Handicapé, 351 000 foyers qui ont reçu une aide exceptionnelle de solidarité ainsi que 37 500 jeunes de moins de 25 ans qui ont reçu un coup de pouce ». Autre chiffre significatif, l'aide alimentaire versée par l'Etat. Elle a carrément été multipliée par 12 en 2020, passant de 1M€ à 12M€...

S'agissant des Alpes de Haute-Provence lieu de la Conférence Régionale : « Elles représentent seulement 3% de la population de la Région Sud (avec un taux de pauvreté de 17%, et 28% de jeunes hors formation professionnelle) mais 22% du territoire. Il faut donc mutualiser toutes les énergies pour une société plus inclusive et tricoter de nouveaux partenariats pour mieux vivre ensemble » a conclu le Préfet de Région.

Ecrit par le 14 février 2026



Christophe Mirmand, préfet de Région.

« Simplement solidaire »

Dans son intervention, Roland Gomez a insisté : « L'humain est au centre de nos préoccupations, aux côtés des associations, des missions locales, des écoles de la 2^e chance. En France, 1 million et demi de mineurs vivent sous le seuil de pauvreté, 2 enfants sur 3 ne partent pas en vacances ». Lui qui a créé la '[Fondation Proman](#)' en 2019 dont la devise est 'Simplement solidaire' le dit : « Nous devons aller encore plus loin au service des plus vulnérables, c'est un enjeu social déterminant et un impératif quotidien. Nos motivations sont simples : incarner les valeurs de l'entreprise, bienveillance, humanité ».

Lors de la première table ronde sur 'Les entreprises- collectivités locales-associations partenaires de la cohésion sociale des territoires', [Daniel Margot](#), président de la CCI 04 et patron de '[La Savonnerie de Haute-Provence](#)', a préconisé la visite régulière des entreprises du département par les écoliers, collégiens, lycéens pour connaître les débouchés locaux, les filières mais aussi les métiers de demain avec les énergies renouvelables. « Avant c'était marche ou crève avec un productivisme à outrance, maintenant le personnel est mieux traité, travaille dans de meilleures conditions, le patron échange, partage avec ses collaborateurs, c'est un facilitateur dans un climat de confiance. »

Ecrit par le 14 février 2026

A la rencontre des jeunes isolés

Autre intervenant, [Bruno Galy](#), directeur régional des '[Apprentis d'Auteuil](#)' qui ont des antennes à Tarascon, Arles, Marseille, Toulon, Brignoles et Nice. Crée en 1866 pour secourir les orphelins des rues, cette fondation a été reconnue d'utilité publique en 1929. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle s'occupe de près de 4 000 jeunes et familles. « Le but est qu'ils deviennent des adultes épanouis. La relation en entreprise a évolué, c'est davantage une alliance. Nous avons un 'Bus des possibles' qui quadrille la région, surtout en milieu rural pour rencontrer les jeunes isolés et les raccrocher à un projet de vie, leur montrer le chemin de la dignité. Comme le colibri nous apportons de l'eau, goutte après goutte, mais nous n'avons pas la folie des grandeurs et la prétention de sauver le monde. »

Pour conclure, [Jean-Michel Scuitto](#), directeur risques, audit, éthique et RSE chez [GSE](#) à Avignon et représentant de '[Global Compact](#)' a rappelé ce qu'était ce relais des Nations-Unies : « Un cadre d'engagements universels et volontaires articulé autour de principes relatifs au respect des Droits Humains, des normes internationales du travail, de l'environnement et de lutte contre la corruption ». Il avait été initié au Sommet de Davos en 1999 par Kofi Annan pour éliminer le travail forcé ou obligatoire, les discriminations et le travail des enfants.

Recruter autrement

Seconde table ronde 'Recruter autrement', avec d'entrée de jeu une annonce-choc de [Mathilde Dufourcq](#), ancienne présidente du CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) et directrice générale [d'APS-Prévoyance](#) à Châteaurenard : « Chez moi, ni CV (curriculum vitae), ni lettre de motivation ! »

« On a cassé la chaîne de la pauvreté. »

Mathilde Dufourcq, directrice générale d'APS-Prévoyance

A la tête d'une société d'utilité sociale créée par son père, [Jacky Dufourcq](#), en 1985, elle travaille sur les Bouches-du-Rhône, le Gard et le Vaucluse dans le secteur de la santé. « Je donne sa chance à chacun à l'issue d'un entretien d'embauche 'face to face'. Les plus motivés sont pris, un plan de formation de 400 heures a été réalisé depuis 5 ans, le taux de réussite est de 60%. On a cassé la chaîne de la pauvreté, on a aidé les plus démunis, ils ont retrouvé l'estime de soi. On peut allier envie personnelle et business, la preuve : on fait des bénéfices, donc ce modèle est viable et me donne une bonne raison de me lever chaque matin. »

Pour sa part, Didier Long, président de [l'Union des Entreprises des Alpes-de-Haute-Provence](#) a un credo : « Chacun a un potentiel, une compétence, un rôle à jouer pour contribuer à l'essor du territoire et des jeunes. Même les autistes! Ils ont une rigueur extrême, si vous leur dites de mettre 31 grammes de sucre, vous ou moi on en mettra 30, 35 mais lui 31, avec toujours les mêmes gestes précis ».

Nul n'est inemployable

Autre intervenant, [Laurent Laïk](#) de '[La Varappe](#)' à Aubagne. Il part d'un principe simple : « Nul n'est

Ecrit par le 14 février 2026

inemployable et l'entreprise est le meilleur lieu pour insérer ceux qui sont au bord du chemin ». Et il sait de quoi il parle, il édite 6 000 bulletins de salaire par mois avec des structures qui travaillent dans le secteur de la revalorisation des déchets, de l'éco-construction et du médico-social dans toute la France sauf les Hauts de France. « On a du mal à recruter, l'ascenseur social ne fonctionne plus alors qu'avant on brisait le plafond de verre en une génération. Maintenant, il est bloqué au rez-de-chaussée et il faudra 16 générations pour s'en sortir ». Laurent Laïk a aussi signé un partenariat avec Vinci autoroutes et a recruté 70 personnes qui entretiennent les bretelles et aires d'autoroutes de l'hexagone.



Plus de 200 personnes ont participé à cette 5e Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qui s'est tenue dans les locaux de Proman.

Partenariat gagnant pour tous

Dernier témoignage, celui du directeur du Pôle Emploi des Alpes-de-Haute-Provence, [Richard Spinoza](#). Que n'a-t-on pas entendu, depuis des décennies sur l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) devenue Pôle Emploi... « Nous avons changé, évolué grâce à un outil, la MRS (Méthode de recrutement par simulation) qui évalue l'aptitude, l'habileté d'un candidat à exercer tel métier avec des mises en situation au cas par cas. Ces tests sont conçus avec l'employeur à la recherche de main d'œuvre pour détecter le bon profil, c'est un partenariat gagnant pour tous, le demandeur d'emploi, le patron et Pôle Emploi. En

Ecrit par le 14 février 2026

plus, existe désormais un guichet unique, le demandeur d'emploi explique ce qu'il est une fois pour toutes, pas besoin de répéter chaque fois son parcours, ses compétences, ses ambitions ». Richard Spinoza qui est par ailleurs élu dans le Var a cité l'exemple d'un centre commercial dont le futur directeur avait étudié en amont les besoins en vendeurs, chefs de rayons, agents de caisse. « Au départ 1 200 offres avaient été lancées, finalement, grâce à l'anticipation, aux réunions préalables, rencontres, explications, échanges, réunions publiques de tous, 1 600 varois ont trouvé du travail. »

Ouvrir le champ des possibles

Concrètement, au terme de deux heures de débats, et en présence de [Marine Jeantet](#), déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, un premier document, un SPIE (Service public de l'insertion et de l'emploi), était co-signé par le préfet de Région, Violaine Demaret, la préfète des Alpes-de-Haute-Provence et Eliane Bareille, présidente du Conseil Départemental 04.

Quant à l'infatigable Roland Gomez, en plus de la Fondation Proman, il a lancé une autre action à mener, il veut dynamiser les 'Entreprises du Cœur' et trouver '1 000 parrains pour 1 000 enfants', des enfants fragiles de toute la région Sud. « Mon but est d'ouvrir pour eux le champ des possibles en formation, sports, culture mais aussi leur donner de l'amour. » Au départ, il prévoit 1000 à 3000 € par an et par enfant dès l'âge de 10 ans jusqu'à sa majorité, ce qui sur 10 ans coûtera entre 10 et 30M€. « On gagne sa vie avec ce que l'on reçoit mais on la bâtit avec ce que l'on donne », conclut le fondateur de Proman en citant Winston Churchill.

Trop de bla-bla ?

Quant aux jeunes invités à assister à cette conférence régionale sur la pauvreté, à imaginer leur futur travail et à commenter les échanges des débateurs, ils n'y sont pas allés par 4 chemins. Francs, directs, sans ambage, Schouka, Lisa, Aléna et Anthony ont pris la parole pour conclure qu'il y avait eu « Trop de bla-bla... »

Et malgré tous les dispositifs déployés depuis le début de la crise sanitaire, aide alimentaire, 'Garantie Jeunes', '1 jeune 1 solution' et les 1 098 jeunes embauchés comme apprentis (+ 24% en 1 an dans les Alpes-de-Haute Provence, quand la moyenne est de 52% en PACA et 41% en France), leur parcours n'a pas été un long fleuve tranquille. Et le financement d'un ordinateur, d'un permis de conduire, d'un véhicule même d'occasion, de la location d'un petit studio, ça coûte « un pognon de dingue », expliquent-ils en chœur.

Les 'B-canés' : une seconde vie aux fauteuils roulants

Ecrit par le 14 février 2026



Le fonds de dotation [APS solidarité](#) remet gratuitement en circulation des fauteuils roulants revalorisés, appelés les 'B-canés', par 10 salariés en insertion professionnelle à Châteaurenard. Une démarche du territoire qui favorise l'inclusion sociale et l'accès à tout pour tous.

Inclusion sociale et économie circulaire

L'économie circulaire est l'un des piliers de cette initiative. Valoriser des fauteuils usés par la vie en leur donnant un second souffle permet la réutilisation des matériaux et évite ainsi de jeter les fauteuils qui, dans le pire des scénarios, termineront leur voyage hors des sentiers du recyclage. La démarche, en plus de soigner la planète, permet à des salariés en situation d'insertion professionnelle d'être intégrés à un groupe et d'exercer une activité à part entière. « Le reconditionnement des fauteuils roulants est réalisé par le chantier d'insertion dédié au projet porté par l'association ATOL », explique Nathalie Sadowski, chargée de mission au sein d'APS solidarité. Notre objectif est de sortir les personnes vulnérables de leur isolement et promouvoir un usage temporaire des B-canés : fauteuil un jour, pas fauteuil toujours. »

Des acteurs engagés

Le reconditionnement des fauteuils est financé par le mécénat : grâce à la contribution d'Intermarché Pernes-les-fontaines, 11 fauteuils roulants ont été revalorisés. A Pernes-les-Fontaines, ces 'B-canés' sont

Ecrit par le 14 février 2026

gratuitement mises à disposition du CCAS (Centre communal d'action sociale), de l'épicerie solidaire Anatoth, de la médiathèque, de la bricothèque, de l'office du tourisme... Mais aussi du collège Simone Veil à Châteaurenard pour deux initiatives au cœur du Paraflam'tour, un carrefour pour sensibiliser au handicap.

'Recycl handy' lauréat

Et comme toute initiative noble mérite distinction, les collégiens de Simone Veil qui réalisent des accessoires pour fauteuils roulants dans le cadre du dispositif [Entreprenante pour Apprendre PACA](#), viennent de décrocher le prix 'Solidarité'. Les élèves ont, des mois durant, testé l'entrepreneuriat en confectionnant des sacs, des vides-poches, des coussins pour béquilles... « Des accessoires particulièrement pertinents et utiles car ils répondent aux besoins exprimés par les utilisateurs des fauteuils: ils ont besoin de sac pour leurs courses, leurs clés ou leur bouteille d'oxygène. » Le collège Paul Gauthier à Cavaillon a, pour sa part, remporté le prix 'Créativité' avec son projet de création de [lampes écologiques en bambou](#).

Écrit par le 14 février 2026



Les collégiens ont confectionné un éventail d'objets pratiques. Photo: collège Simone Veil Châteaurenard

Grand Avignon : la Mission locale jeunes reçoit à nouveau

Ecrit par le 14 février 2026



La Mission locale jeunes Grand Avignon a réouvert ses portes depuis le 11 mai. A partir d'aujourd'hui, 18 mai, les jeunes qui s'y présentent pour la première fois seront reçus sans rendez et ceux qui sont habituellement suivis continuent de l'être sur rendez-vous, fixés, au préalable par leurs conseillers. Ils pourront poursuivre leur projet professionnel et être accompagnés sur l'emploi, la formation, l'alternance, la mobilité, la santé, le logement de façon adaptée à la crise sanitaire via de la visioconférence, du chat, par téléphone. Des ateliers sont également proposés sur site pour les jeunes non équipés et à distance par les conseillers.